

- Contribution Économique Territoriale (CET) :
Exonération la première année civile.

La CET est composée de :

* La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)

Imprimé n° 1447-C à déposer avant le 31/12 de la 1ère année.



Suppression de l'envoi postal des avis de CFE-IFER pour toutes les entreprises depuis 2015.
Pensez à créer votre espace professionnel sur le site www.impots.gouv.fr si cela n'est pas déjà fait.

* La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)
Déclarations n°2035-E et 1330-CVAE (dispense possible via 2035-E) à déposer si recettes supérieures à 152 500 €, mais imposition uniquement si recettes supérieures à 500 000 €. Supprimée en 2030.

- Ordinateur :

Une dotation aux amortissements peut être déduite ainsi que les frais d'Internet... Au prorata de l'usage professionnel.

- Cotisation à un syndicat professionnel :

Déductible du résultat

Par exemple : Contribution URPS, FNO, ...

Cotisation URPS non due pour les remplaçants.

- Local professionnel :

* déduction des loyers versés si cabinet loué à un tiers

* déduction possible d'un « loyer à soi-même » si cabinet situé dans un local dont vous êtes propriétaire (sous conditions)

- Forfait blanchissage :

L'Administration admet que les dépenses de blanchissage effectué à domicile puissent être évaluées par référence aux tarifs pratiqués par les blanchisseurs, à condition de :

- justifier du nombre de blouses, draps, ...

- justifier du tarif (devis)

- comptabilisation mensuelle en comptabilité.

- Cotisations sociales :

base = (résultat + cotisations obligatoires + CSG déductible + Madelin et PER) x 74 %

Début d'activité : Base Forfaitaire les deux premières années d'activité = 19 % du Plafond Annuel SS (PASS 2026 = 48 060 €)

Les cotisations sont dues à l'URSSAF dès le 1er jour de remplacement (Rep ACOSS du 09/04/2019).

* À partir de 2026, l'assiette des cotisations sociales est unifiée. Elle est constituée du résultat avant déduction des cotisations sociales, auquel un abattement de 26 % sera appliqué automatiquement.

- Allocations Familiales : 0 % sur les revenus inférieurs à 110 % du plafond SS, augmentation progressive du taux de 0 % à 3,1 % pour les revenus compris entre 110 % et 140 % du plafond SS, 3,1 % au-delà

- CSG/CRDS : 9,7 % (Part déductible fiscalement = 6,8 %)

- Assurance Maladie : taux progressif de 0 % à 8,5 % dans la limite de 3 PASS et taux de 6,50 % au-delà + prise en charge par la CPAM

taux progressif entre 0 % et 8,40 %*
+ 0,3 % (Cotisation maladie-indemnités journalières) dans la limite de 3 PASS + taux progressif de 3,25 % à 11,75 % (Contribution additionnelle maladie) des revenus NON conv. ou dépassements (taux de 9,75 % au-delà de 3 PASS pour ces revenus)

* Assiette de prise en charge = (revenu conventionné) x [1 - (taux URSSAF / 1 + taux URSSAF)]

> Recouvrement par l'URSSAF

- Retraite de base : 8,73 % dans la limite de 1 plafond SS + 1,87 % dans la limite de 5 PASS (240 300 € pour 2026)

- Retraite complémentaire : taux de 8,70 % proportionnelle sur les revenus compris entre 0,5 et 3 PASS (montant entre 2 091 € et 12 544 €)

- Prestations complémentaires de vieillesse : 224 € restant à charge (671 € - 2/3 pris en charge par la CPAM) + 0,40 % des revenus N-1 40 % de la base de calcul à la charge du professionnel.

- Régime Invalidité-décès : 1 022 €

> Recouvrement par la CARPIMKO

Pour un début d'activité au 01/01/2026	1ère année
Allocations Familiales*	- €
CSG - CRDS	886 €
- Dont CSG déductible	621 €
CFP	120 €
C.U.R.P.S. (taux 0,1% dans la limite de 240 € pour 2026)	9 €
Maladie y compris indemnités journalières*	58 €
Retraite de base*	968 €
Retraite Complémentaire	2 091 €
Prestations Complémentaires Vieillesse (PCV)	239 €
Invalidité décès - Indemnités Journalières*	1 022 €
TOTAL	5 393 €
Total si bénéfice de l'ACCRE	4 881 €

+ régularisation les années suivantes en fonction des revenus réels

*exonération de début d'activité possible

Cotisations FACULTATIVES Loi Madelin :

- Prévoyance (pensez à la mutuelle)

- Retraite / PER

- Perte d'emploi subie

Condition : être à jour de ses cotisations obligatoires.

ORTHOPHONISTE

FICHE MÉTIER

Edition 2026



Rennes

8 pl du colombier
BP 40415
35004 RENNES Cedex

☎ 02 23 300 600

✉ contact@arcolib.fr

Paris

15 avenue Trudaine
75009 PARIS

(re)découvrez nos services + sur arcolib.fr



1 – FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

A - Inscription à la Délégation Territoriale de l'Agence Régionale de Santé (DTARS) du lieu d'exercice le plus tôt possible pour délivrance du certificat de capacité.

Après obtention : Enregistrement du diplôme au répertoire RPPS. Enregistrement effectué auprès de l'Agence Régionale de Santé (ARS) via le portail eRPPS, après vérification des pièces d'identité et du titre de formation. Le dossier d'enregistrement à compléter est détaillé ici :

<https://esante.gouv.fr/je-souhaite-m-enregistrer>

Le récépissé délivré comporte le numéro d'enregistrement RPPS, attribué à vie, qui sert de numéro de référence. Le professionnel est alors inscrit sur une liste des praticiens pouvant être consultés par toute personne.

B - Inscription CPAM

Pièces à fournir :

- Copie du certificat de capacité
- Double de la fiche communiquée par la DTARS
- Formulaire de demande de carte CPS
- RIB
- Carte vitale

C - Inscription URSSAF & CARPIMKO

Les démarches de création d'activité sont à réaliser en ligne auprès du guichet unique :

<https://formalites.entreprises.gouv.fr/>

D - Souscrire une assurance relative à la Responsabilité Civile Professionnelle (RCP)

E - Obligation d'afficher les tarifs dans la salle d'attente ou le lieu d'exercice (**Décret n°2009-152 du 10/02/09**)

F - Autres formalités

- Compte bancaire à usage professionnel (ouvrez un simple compte courant « classique » si admis auprès de votre banque)

- Pensez aussi à votre adhésion à ARCOLIB, et aux services d'un cabinet comptable...

G – Aides CPAM

- Aide à la modernisation et à l'informatisation du cabinet
- Contrat d'aide à la première installation en libéral (30 000 € sur 5 ans)
- Contrat d'aide à l'installation (19 500 € sur 5 ans)

<https://ameli.fr/orthophoniste/>

2

2 - FISCALITÉ

I - LE RÉGIME MICRO-BNC

* Principe :

Régime simplifié d'imposition, le régime micro-BNC consiste en l'imposition des seules recettes encaissées auxquelles l'Administration applique un abattement forfaitaire de 34 % (Ainsi, le contribuable renonce à déduire les dépenses réellement payées et est imposé sur 66 % de ses recettes).



Si les frais réels (frais de voiture, cotisations sociales,...) excèdent 34 % des encaissements, ce régime n'est pas intéressant fiscalement.

* Conditions :

Le régime micro-BNC s'applique, en 2026, aux contribuables dont le chiffre d'affaires de 2025 ou de 2024 est inférieur au seuil de 83 600 €.

Pour les entreprises nouvelles, le régime micro est applicable les deux premières années d'activité quel que soit le chiffre d'affaires de ces deux années.



Le chiffre d'affaires de N est à ramener sur 365 jours en cas de début d'activité en cours d'année civile pour apprécier le bénéfice du régime micro-BNC en N+2.

II - LA DÉCLARATION CONTRÔLÉE (N°2035)

* De plein droit en 2026, lorsque les chiffres d'affaires de 2024 et de 2025 excèdent le seuil de 83 600 €.

* Sur option, lorsque le régime micro-BNC est applicable mais que le contribuable souhaite déduire ses frais réels.

Lorsqu'il est choisi sur option, le régime de la déclaration contrôlée est valable 1 an. De plus, pour revenir au micro-BNC (si possible en fonction des recettes), la dénonciation doit être faite dans les délais applicables au dépôt de la déclaration 2035 en 2026 pour les revenus 2026.

3 – ARCOLIB, au service des entreprises

Grâce à votre adhésion annuelle, bénéficiez de plusieurs services :

- Avantages financiers pour vous (votre famille incluse) et vos salariés avec une centrale d'achat externalisée et un comité d'entreprise externalisé : **Dynabuy**
- Accompagnement comptable et fiscal (révision fiscale incluse)
- Cours et presse en ligne accessibles à un prix préférentiel pour vous, votre famille, vos salarié(e)s, vos associé(e)s



3

- L'ECF : ARCOLIB réalise, sur demande, un Examen de Conformité Fiscale pour limiter votre risque de contrôle fiscal, en lien avec votre expert-comptable le cas échéant. Cet examen consiste en l'analyse de pistes désignées par l'Administration fiscale... Plus d'infos sur www.fisca-pass.fr



- Et aussi de formations, de statistiques, l'accompagnement de votre association et de votre création d'activité...

4 – CHARGES DÉDUCTIBLES

Sans être exhaustifs :

- Frais de véhicule :

Déduction des frais réels : Amortissement du véhicule (seulement si vous en êtes personnellement propriétaire), assurance, carburant, entretien, réparations, intérêts d'emprunt... Au prorata de l'usage professionnel... Mais calcul de plus ou moins-values en cas de changement de véhicule.

OU

Déduction du forfait kilométrique (Si Véhicule de Tourisme, dont vous êtes personnellement propriétaire ou crédit-preneur) : application du barème de l'Administration au kilométrage professionnel réalisé avec le véhicule

Kilométrage domicile-travail limité à 40 kilomètres si convenance personnelle (non limité à 40 kms pour les remplacements ponctuels)

- Frais de repas :

Repas pris seul : déductibles, pour la part supérieure à 5,50 € et inférieure à 21,40 € (pour 2026).

Exemple : repas de 10,00 € :

- Déductible : 10,00 – 5,50 = 4,50 € (TTC)

- Non déductible : 5,50 €

N.B. : Seuils revus chaque année

- Petit outillage :

Déduction immédiate en charges des matériels dont la valeur est inférieure à 500,00 € HT (600,00 € TTC) (sacoche, matériel professionnel).

Si valeur supérieure à 600,00 € TTC : Immobilisation avec déduction d'amortissements annuels (ordinateur ...).

4